

No. 64.

**AUTRICHE-HONGRIE
ET GRÈCE**

Traité d'extradition entre l'Autriche-
Hongrie et la Grèce, signé à
Athènes le 8/21 décembre 1904.

**AUSTRIA-HUNGARY
AND GREECE**

Extradition Treaty between Austria-
Hungary and Greece, signed at
Athens, December 8/21, 1904.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 64. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA GRÈCE ET L'AUTRICHE-HONGRIE², SIGNÉ A ATHÈNES LE 8/21 DÉCEMBRE 1904.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères hellénique. L'enregistrement du Traité ci-dessus a eu lieu le 25 novembre 1920.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, étant convenus de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de leurs pleins pouvoirs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Monsieur ATHOS ROMANOS, Commandeur de l'Ordre du Sauveur, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et roi Apostolique de Hongrie :

Monsieur le Baron CHARLES DE MACCHIO, Grand' Croix de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Sanctionné par la Loi, ΓΡ' du 5 août 1905, insérée dans le N° 12 du 18 janvier 1907 du Journal Officiel.

b) Les ratifications ont été échangées à Athènes le 15/28 janvier 1907.

c) Voir renvoi 2 c) Traité N° 61, page 158, volume 2, N° 2.

No. 64. — EXTRADITION TREATY BETWEEN GREECE AND AUSTRIA-HUNGARY², SIGNED AT ATHENS, DECEMBER 8/21, 1904.

French official text forwarded by the Greek Ministry for Foreign Affairs. The registration of the above mentioned Treaty took place on November 25, 1920.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES AND HIS MAJESTY THE EMPEROR OF AUSTRIA, KING OF BOHEMIA, ETC., AND APOSTOLIC KING OF HUNGARY, having agreed to conclude a Treaty for the reciprocal extradition of criminals, have for this purpose appointed the following as Plenipotentiaries, viz :

His Majesty the King of the Hellenes :

M. ATHOS ROMANOS, Commander of the Order of the Saviour, His Minister for Foreign Affairs ;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., and Apostolic King of Hungary :

Baron CHARLES DE MACCHIO, Grand Cross of the Order of Francis Joseph, Chevalier of the Order of Leopold, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Athens.

who, after having communicated to each other their full powers found in good and true form, have agreed upon the following Articles :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² (a) Sanctioned by the Law, ΓΡ' of the 5th August, 1905, inserted in No. 12, January 18th, 1907, of the Official Gazette.

(b) The ratifications were exchanged at Athens 15/28 January, 1907.

(c) See note 2 c) Treaty N° 61, page 158, volume 2, N° 2.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer, réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis sur le territoire de l'Etat requérant, se réfugieraient sur le territoire de l'Etat requis.

Article 2.

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions aux lois pénales indiquées ci-après lorsqu'elles seront prévues par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis :

1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre.

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner.

3^o Bigamie.

4^o Enlèvement de mineurs.

5^o Exposition ou délaissement d'un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans.

6^o Vol, soustraction, abus de confiance, tromperie, escroquerie, extorsion.

7^o Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers.

8^o Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée.

9^o Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation avec connaissance de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage avec connaissance de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés.

10^o Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage avec connaissance de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, timbres et poinçons.

11^o Faux témoignage.

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to surrender reciprocally in the circumstances and under the conditions laid down by the present Treaty, any persons who, being accused or convicted of a crime or delict committed on the territory of the claimant State, take refuge in the territory of the State on which the claim is made.

Article 2.

Extradition shall only be granted for the following offences against penal laws, where such offences are punishable under the legislation both of the claimant State and the State on which the claim is made :

(1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder.

(2) Blows struck or wounds inflicted wilfully with premeditation, which have caused an illness apparently incurable, a permanent incapacity for personal labour, the loss of the entire use of an organ, a grave mutilation, or death without intention of causing death.

(3) Bigamy.

(4) Abduction of minors.

(5) Exposure or desertion of a child below the age of 7 years.

(6) Theft, fraudulent appropriation, embezzlement, deceit, false pretences, exaction by force or duress.

(7) False imprisonment committed by private individuals.

(8) Coining, including the counterfeiting and altering of coinage ; the wilful uttering or circulation of counterfeit or altered coin.

(9) Counterfeiting or forging of public securities or banknotes, of public or private bills or bonds ; the wilful uttering or circulation of such counterfeit or forged securities, notes, bills or bonds ; forging of documents or telegrams and the wilful use of such counterfeit fabricated or forged telegrams, securities, notes, bills or bonds.

(10) Counterfeiting or forging of seals, stamps, dies, postage-stamps or other adhesive stamps ; the wilful use of such counterfeit or forged objects ; the use with intent to defraud of genuine seals, stamps and dies to the injury of another person.

(11) False testimony.

12° Faux serment.

13° Concussion, détournement, commis par des fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics.

14° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites.

15° Incendie volontaire.

16° Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé commise dans le but de causer du dommage à autrui.

17° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

En matière correctionnelle, lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue par un des paragraphes ci-dessus, l'extradition aura lieu :

1° Pour les condamnés, contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement.

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé, sera, d'après les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis, au moins de deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

Dans aucun cas, les Parties contractantes ne seront tenues à se livrer leurs sujets.

Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet d'une des parties contractantes, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer le prévenu pour être jugé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime ou le délit aura été commis.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si, depuis les faits imputés, depuis la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays requis, au moment où la demande est faite.

(12) Perjury.

(13) Corrupt practices, embezzlement committed by public officials ; corruption of public officials.

(14) Fraudulent bankruptcy and fraud committed in bankruptcy.

(15) Arson.

(16) The wilful and unlawful destruction, falsification or suppression of public or private instruments with intent to injure another person.

(17) Receiving objects obtained by means of one of the crimes or delicts referred to in the present Convention.

The afore-going provisions apply also to complicity in and attempts to commit the crimes in question when such complicity or attempt is punishable by the laws both of the claimant State and the State on which the claim is made.

In matters of summary jurisdiction, in the case of any offence enumerated in one of the above paragraphs, extradition shall take place :

(1) For persons convicted after hearing, or by default, when the penalty inflicted amounts to at least one year's imprisonment.

(2) For persons under summons, when the maximum penalty incurred by the offence amounts to at least two years' imprisonment by the laws both of the claimant State and the State on which the claim is made.

Article 3.

In no case shall the Contracting Parties be bound to deliver up their own subjects.

If the accused or convicted person is not a subject of one of the Contracting Parties, the Government to whom the demand for extradition is addressed shall remain free to take such action thereon as it thinks fit, and to deliver up the accused for trial, either to his own country or to the country in which the crime or delict has been committed.

Article 4.

Extradition shall not take place :

(1) If at the time when the demand is made, exemption from prosecution or punishment has already been acquired by lapse of time since the date of the acts charged, the proceedings or the conviction, under the laws of the country on which the demand is made.

2° Lorsque la demande d'extradition sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi, ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite, et en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée, est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si l'individu réclamé prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de la poursuivre pour une infraction de cette nature.

L'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition ; cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

Article 7.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

(2) When the demand for extradition is based on an act for which the person claimed has already been proceeded against and exculpated, or is still under process, or has already been tried in the country on which the demand for extradition is made.

Article 5.

If the person claimed is under process, or has been convicted, in the country on which the demand is made, for an offence other than that which has given rise to the demand for extradition, his extradition may be postponed until the end of the proceedings, and, in case of conviction, until the sentence has been carried out.

If the person claimed is being proceeded against or detained in such country by reason of obligations contracted towards private individuals, his extradition shall nevertheless take place ; provided always that such individuals may thereupon prosecute their claims before the competent authority.

Article 6.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is demanded is considered by the Party on which the demand is made to be a political offence, or an act connected with such an offence, or if the person claimed proves that the demand for extradition has in reality been made for the purpose of proceeding against him for an offence of such a nature.

An alien whose extradition has been granted may not be proceeded against or punished for any political offence prior to extradition, nor for any act connected with such an offence nor for any crime or delict not provided for by the present Convention.

The person extradited shall not be proceeded against or tried for any offence other than the one in respect of which the claim for extradition was made. This does not apply to offences committed after extradition.

Article 7.

The demand for extradition shall always be made through diplomatic channels.

Article 8.

L'extradition sera accordée conformément aux règles prescrites par la loi du pays requis.

Article 9.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du Conseil, de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et d'une traduction en langue française et autant que possible du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il considérerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition.

Le Gouvernement requérant en fournissant au Gouvernement requis ces explications, mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

Article 10.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe, et toujours par voie diplo-

Article 8.

Extradition shall be granted in accordance with the rules prescribed by the law of the country on which the demand is made.

Article 9.

Extradition will be granted on production of the original, or a certified true copy, of the judgment or sentence, or of the order of the Chambre du Conseil, or of the decree of the Chambre des Mises en accusation, or of any order in the course of criminal proceedings issued by a competent judge, formally decreeing or necessarily effecting the taking of criminal proceedings against the person summoned or accused.

It may also be granted on production of the warrant of arrest, or any document having the same effect, issued by the competent foreign judicial authority, provided that such documents contain a precise statement of the act in respect of which they have been delivered.

The documents shall be accompanied by a copy of the text of the law applicable to the act with which the accused is charged, and by a translation thereof into French, and, as far as possible, by a description of the person demanded or other information serving to establish his identity.

If there should be any doubt whether the crime or delict, which is the subject of the proceedings, is comprised within the provisions of the present Convention, the Government on which the demand is made may ask for any explanations which it may consider necessary or desirable for the purpose of forming its opinion, and shall thereafter decide what action shall be taken upon the demand for extradition.

The claimant Government, in supplying such explanations to the Government on which the demand is made, shall at the same time place at the disposal of the latter all documents necessary or desirable for the purpose of forming its opinion.

Article 10.

In case of urgency, a provisional arrest may be made on the receipt by post or telegraph, but always through diplomatic channels, of

matique, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné au Ministre des Affaires Etrangères du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de trois semaines à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 9 de la présente Convention.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et soumis à l'Etat réquerant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'Etat réquerant et de l'Etat requis dans les limites des leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur les territoires des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extraditer sera conduit au port

notice of the existence of one of the documents mentioned in Article 9 ; provided always that such notice shall be duly given to the Ministry for Foreign Affairs of the country on which the demand is made.

A provisional arrest shall be effected in the forms, and according to the rules, laid down by the legislation of the Government on which the demand is made. A person so arrested shall be released if within three weeks from the date of the arrest the Government on which the demand is made has not received one of the documents mentioned in Article 9 of the present Convention.

Article 11.

When an extradition takes place, all objects connected with the crime or delict, or which may serve as evidence for conviction, which are found in the possession of the person claimed, at the moment of his arrest, or which may subsequently be discovered, shall, if the competent authority of the State on which the demand is made so order, be seized and forwarded to the claimant State.

This course shall also be taken where extradition is impossible owing to the escape or death of the person claimed.

The rights which third parties may have acquired over such objects are not prejudiced, and the objects shall in proper cases be returned to such persons, free of cost at the end of the proceedings.

Article 12.

The costs of arrest, maintenance and transport of a person whose extradition has been granted, together with those of the safe-keeping and transporting of objects which, in accordance with the terms of the preceding Article, are to be restored or delivered, shall be borne by the claimant State and by the State on which the demand is made within the limits of their respective territories.

All costs whether of transport or otherwise incurred in the territories of intermediate States shall be borne by the claimant State.

All costs whether of transport or otherwise incurred by sea shall likewise be borne by the claimant State.

The person to be extradited shall be brought

du pays requis, ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement réclamant.

Article 13.

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente convention, n'est pas livré et emmené dans les trois mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

Article 14.

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 9, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 6.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

Article 15.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des pays des Parties contractantes, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire accompagnée d'une traduction en langue française, sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11 si-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

to such port in the country on which the demand is made, or to such place on its frontier, as may be indicated by the claimant Government.

Article 13.

If the person claimed and arrested under the terms of the present Convention is not surrendered and removed within three months from his arrest, he shall be set at liberty and may not again be claimed on the same grounds.

Article 14.

Extradition by transit through the respective territories of the contracting States shall be allowed, in the case of any person not belonging to the country of transit, on the mere production of the original, or a certified true copy, of one of the documents mentioned in Article 9, provided that the act which forms the ground for extradition is covered by the present Convention and does not come within the terms of Articles 4 and 6.

The costs of transit shall be borne by the claimant Party.

Article 15.

When in the course of a criminal process of a non-political nature it is found necessary to examine persons in one of the countries of the Contracting Parties, or to make any other preliminary investigation, letters rogatory, together with a translation thereof into French, shall be delivered for this purpose through diplomatic channels, and shall be executed in accordance with the laws of the country in which the examination or preliminary investigation is to take place.

Notwithstanding the above provision, letters rogatory involving either a domiciliary visit or the seizure of the subject matter or evidence of the offence may only be executed in the case of an act referred to in Article 2 and subject to the restriction contained in the last paragraph of Article 11 above.

The respective Governments renounce all claim to repayment of costs resulting from the execution of letters rogatory in criminal cases, even where the assistance of experts is involved, provided that such expert assistance has not extended to more than a single investigation.

Article 16.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'une des Parties Contractantes jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement et accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifiée à la personne par l'autorité compétente, et le document constatant la notification sera envoyé par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 17.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des pays des Parties Contractantes, la communication de pièces de conviction ou de documents, se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction en documents.

Article 18.

Les Gouvernements respectifs s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution des frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcés par les Tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait accompagné d'une traduction en langue française, de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 19.

Le présent traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Article 16.

In criminal cases of a non-political nature, when the Government of one of the Contracting Parties considers it necessary to communicate any order or judgment to any person living in the territory of the other country, the communication shall be forwarded through diplomatic channels, together with a translation thereof into French, and shall be notified to such person by the competent authority; and the document certifying such notification shall be forwarded through the same channels to the claimant Government free of cost.

Article 17.

When in the course of criminal proceedings of a non-political nature, instituted in one of the countries of the Contracting Parties, the communication of evidence or documents in the hands of the authorities of the other country is considered necessary or desirable, a request to that effect will be made through diplomatic channels, and shall be complied with, unless special circumstances render such communication objectionable, and subject to the return of such evidence and documents.

The respective Governments renounce all claim to repayment of costs resulting within the limits of their respective territories from the forwarding and return of documentary evidence.

Article 18.

The respective Governments undertake to inform each other, free of cost, of all sentences for crimes or offences of whatever nature passed by the Tribunals of one of the Contracting Parties upon subjects of the other Party.

Such information shall be communicated by the forwarding to the Government of the country to which the condemned person belongs, through diplomatic channels, of a report or extract of the final decision, accompanied by a translation thereof into French.

Article 19.

The present Treaty shall come into force three months after the exchange of ratifications.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'Etat requis après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties Contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent Traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Athènes, le 8-21 décembre 1904.

(L. S.) (Signé) A. ROMANOS.

(L. S.) (Signé) Le baron CH. DE MACCHIO.

Acts done before the coming into force of the Treaty shall not form the subject of a demand for extradition, except in cases where the persons claimed have taken refuge in the territory of the State on which the demand is made after the exchange of ratifications.

Each of the Contracting Parties may at any time denounce the present Treaty by giving the other Party six months' notice of its intention.

The Treaty shall be ratified, and ratifications shall be exchanged at Athens as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the present Treaty.

Done in duplicate at Athens, December 8/21, 1904.

(L. S.) (Signed) A. ROMANOS.

(L. S.) (Signed) Baron CH. DE MACCHIO.